



**PRÉFET
DE LA RÉGION
REUNION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMISSION CONSULTATIVE
DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE
ET DE L'ACCESSIBILITE

Sous-commission départementale
pour la sécurité contre les risques
d'incendie et de panique dans
les ERP et les IGH

Commission de sécurité de
l'arrondissement Nord

Dossier suivi par : **ADC Thierry PERTOU**
Secrétariat : 02 62 80 14 05
Courriel : csa.nordest@sdis974.re

Saint-Denis, le **29 AVR. 2024**

Le préfet

A

Madame la maire
de la commune de Saint-Denis

14, rue de Paris
97400 Saint-Denis

Référence : GPRV/TP/AR/N°2024D1151

**Objet : RECTORAT ET INSPECTION ACADEMIQUE : REEXAMEN DE LA SITUATION
ADMINISTRATIVE SUITE A LA VISITE DU 18/05/2021**

Adresse : 24 Avenue Georges Brassens Zac Moufia
97400 Saint-Denis

Pétitionnaire : FRUTEAU DE LACLOS Valérie

Référence : Votre courrier du 26 mars 2024 reçu le 25 mars 2024 sous le n°20240475

Pièces jointes : Procès-verbal + Rapport d'étude.

En application de l'article 42 du titre VI du décret modifié 95-260 du 08 mars 1995
relatif au fonctionnement des commissions de sécurité, je vous notifie le procès-verbal de
la CSAN qui s'est réunie le **26 avril 2024** pour l'affaire citée en objet.

La Présidente de Séance

Rinorea Seina

GROUPEMENT PREVENTION

SERVICE ETUDES ET CONSEILS
NORD/EST

BUREAU CSA NORD

Document rédigé par : ADC Thierry PERTOU

**RAPPORT D'ETUDE DESTINE
A LA COMMISSION DE SECURITE DE L'ARRONDISSEMENT NORD
DOSSIER N° 20**

OBJET : LEVEE DES PRESCRIPTIONS SUR LA VISITE DU 18/05/2021

- Libelle : RECTORAT ET INSPECTION ACADEMIQUE
- Adresse : 24 Avenue Georges Brassens Zac du Moufia à Saint Denis
- Responsable de l'entité : La Présidente de la Région

REFERENCES :

- Numéro d'établissement : E411.00406

PIECES EXAMINEES :

- ☒ Dossier d'Autorisation de Travaux
- ☒ Attestation de levée des réserves du rapport APAVE n°R12172832-001-1 d'installations électriques, en date du 18/07/2022, reste 2, les 09 et 10.
- ☒ Attestation de levée des réserves, 09 et 10, du rapport APAVE n°R12172832-001-1 d'installations électriques, par Vinci en date du 15/11/2023
- ☒ Rapport de vérification des installations électriques n°100094975-001-1 par APAVE en date du 10/07/2023, avec 20 observations.
- ☒ Attestation de levée des réserves, 01 et 02 du rapport APAVE n°100094975-001-1, par Vinci
- ☒ Facture remplacement de 5 portes + PV Résistance au feu
- ☒ Réfection de la sécurité incendie : Cahier des charges diagnostic et estimation financière + Diagnostic et faisabilité de la sécurité incendie
- ☒ Dossier d'identité du SSI : plan de zonage + tableau de corrélation
- ☒ Attestation de levée des réserves établi par le rectorat du rapport de vérification triennale du SSI A APAVE n° 12242844-001-1, reste la 4, 7 et la 9.
- ☒ Rapport diagnostic SSI établi par INSET DU 08/07/2021.
- ☒ Attestation levée de la prescription n°6 de la commission de sécurité du 18/05/2021 par Pascal Bordelais pour le SAS garage administratif

PRESENTATION :

Le terrain, limité par une grille de 2,50 m de hauteur, est longé intérieurement sur deux côtés, par une voie privée de 5m de largeur. Il est bordé au Sud/Ouest par la rocade de Moufia et est accessible par deux portails de 4,50m placés au nord/Ouest et au Sud/Ouest.

Le site regroupe principalement au Sud et à l'Est :

- 01 bâtiment de forme triangulaire éclairé par deux patios à l'Est et au Nord/Ouest,
- 01 parking extérieur de 210 places.

Le bâtiment, d'une longueur de 134m environ et de 60m de largeur, comporte cinq niveaux dont un sous-sol, un rez-de-jardin, un rez-de-chaussée et deux étages, ainsi que quelques locaux techniques en toiture.

Les éléments de structure principaux et les planchers sont en béton armé, les murs ou cloisons en panneaux de plâtre ou en béton.

La toiture est constituée d'une dalle surmontée de quelques édicules en béton recouvert d'éléments métalliques.

L'établissement comprend :

- **Dernier niveau (toiture terrasse) :**
 - 01 monte-charge
- **Deuxième étage :**
 - Des bureaux.
 - 01 salle de visioconférence
 - des salles de réunion
 - 01 vide sur le hall central
 - des circulations protégées
 - des sanitaires
 - des espaces d'attente
- **Premier étage :**
 - des bureaux.
 - des dépôts (sous comble)
 - des locaux d'archives
 - des salles de réunion
 - 01 salle audiovisuelle
 - des espaces d'attente
 - 01 vide sur le hall central et des circulations protégées
 - 02 patios
- **Rez-de-chaussée :**
 - des bureaux
 - 1 standard téléphonique
 - des salles de réunion

- 01 salle des coffres
- des espaces d'attente
- 01 local d'entretien
- des sanitaires
- 01 hall central et des circulations protégées
- 02 patios
- **Rez-de-jardin (2718m² SHON) :**
 - 01 parc de stationnement de 21 places
 - des bureaux
 - 01 local d'archives
 - 01 cafétéria
 - 01 atelier d'entretien
 - 01 cuisine
 - 01 poste de transformateur
 - des réserves
 - 01 local poubelle
 - 01 logement de fonction (gardien)
 - 01 chambre froide
 - des sanitaires
 - des espaces d'attente
 - 02 patios
 - des salles de réunion
 - 01 hall central et des circulations protégées
 - des locaux de reprographie
 - 01 magasin
- **Sous-sol :**
 - 01 parc de stationnement de 63 places
 - des locaux techniques

EFFECTIF DES PERSONNES RECUES :

- Personnel : 480
- Public : 500
- Total : 980

CLASSEMENT :

Etablissement du TYPE W de 2^{ème} CATEGORIE

Avec activités annexes de types : L N PS

REGLEMENTATION APPLIQUEE :

Code :

- De la Construction et de l'Habitation (CCH).
- De l'Urbanisme

Décrets :

- N° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif aux commissions départementales de sécurité et d'accessibilité.

Arrêtés du :

- 25 Juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux Etablissements Recevant du Public (ERP).
- Arrêté du 23 Mars 1965 modifié portant approbation des dispositions générales et particulières du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).
- Arrêté du 21 Avril 1983 modifié portant approbation des dispositions particulières du type W (Administrations, banques, bureaux).
- Arrêté du 21 Juin 1982 modifié portant approbation des dispositions particulières du type N (Restaurants et débits de boissons).
- Arrêté du 12 Décembre 1984 modifié portant approbation des dispositions particulières du type L (Salles à usage d'auditions, de spectacles, de réunions ou à usages multiples).
- Arrêté 09 Mai 2006 modifié portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du type PS (Parc de stationnement couverts).
- 13 mars 2019 arrêté préfectoral n° 2019-299 sur le règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie (RDDECI).

PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

- Tenir à jour un registre de sécurité (**Article R143-44**)
- Afficher l'avis relatif au contrôle de la sécurité dans le hall d'entrée **article GE.5**
- En cours d'exploitation, l'exploitant devra faire procéder annuellement aux vérifications et contrôles techniques des installations suivantes :
 - Par un organisme ou une personne agréée
 - o SSI de catégorie A ou B tous les 3 ans (**Article MS 73**)
 - o Ascenseurs tous les 5 ans (**Article AS 9**)
 - Par une entreprise ou technicien compétant :
 - o Le désenfumage, (**Article DF10**)
 - o L'électricité, l'éclairage, (**Article EL 19**)
 - o Le réseau gaz (**Article GZ 30**)
 - o Extincteurs (**Article MS 73**)
 - Dans le cadre d'un contrat d'entretien
 - o SSI de catégorie A ou B (**Article MS 68**)

- Installation de détection automatique d'incendie. (**Article MS 58§ 3**)
- Ascenseur (**Article R125-2-1** du code de la construction et habitation)
- Les portes automatiques (**Article CO 48 §3**)
- Tenir à la disposition de la Commission de sécurité les attestations et rapports de vérifications des installations techniques, ils doivent être annexés au registre de sécurité.
- Prendre toutes les dispositions pour permettre un contrôle efficace des moyens de secours, lors des visites périodiques effectuées par les commissions de sécurité. (**Article MS 74**)
- Former le personnel, sur les procédures d'évacuation, la mise en sécurité et la manipulation des moyens de secours notamment le SSI (**Article MS 48**), complétée éventuellement par des exercices périodiques d'évacuation. (Varier les scénarios). (**Article MS 67 § 3**).
- Installer dans les sanitaires un dispositif destiné à rendre l'alarme perceptible en tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément (**Article MS 64§3**)
- Annexer au registre de sécurité, les mesures, les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap. Principes fondamentaux d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrées lors de l'évacuation (**Article GN8**).
- Libérer de tout obstacle, aucune saillie ou dépôt doit réduire la largeur réglementaire des dégagements et les issues de secours, les maintenir déverrouillés de manière à faciliter l'évacuation du public en cas d'urgence (**Article CO 37**)
- Maintenir les rideaux métalliques de la porte d'entrée en position ouverte pendant les heures d'ouverture.
- Disposer en permanence des lampes de rechange pour le bloc autonome d'éclairage de sécurité (**Article EL18, EC 19**).
- Grouper en façade le ou les dispositifs de mise hors tension générale de l'installation électrique de l'établissement (source normale et source de remplacement), **article EL 11**.
- Maintenir les accès pour les véhicules de secours en empêchant le stationnement le long des voies engins, **article CO 4**.

PROPOSITIONS DE PRESCRIPTIONS :

1. Régulariser les travaux de construction ou d'aménagement, réalisés sans avis de la commission de sécurité, mise en évidence lors de la dernière visite périodique de votre établissement.

Pour ce faire, il faudra déposer un dossier au maire en vue de recueillir l'avis de la commission de sécurité compétente. Ce dossier devra répondre aux dispositions de l'article **R 143 - 22** du code de la construction et habitation. (**Article L 111 - 8**).

2. Transmettre une attestation de la totalité des réserves des : (**Article GE 6 à 9**)
 - Rapport de vérification réglementaire sur mise en demeure des locaux d'archives et de stockage de SOCOTEC REUY1/22/147, pour l'isolement des locaux à risques.
 - Rapport de vérification réglementaire sur mise en demeure SSI/désenfumage de APAVE n°R12172832-001-1
 - Rapport de vérification triennale du SSI A de APAVE n° 12242844-001-1
 - Rapport de diagnostic SSI établi par Inset

PROPOSITION D'AVIS :

Au regard de la réglementation en vigueur et après avoir procédé à l'examen du dossier transmis, le rapporteur propose d'émettre un avis **défavorable** (Niv 2) sur le dossier présenté, reste des observations importantes sur l'isolement des locaux à risque, sur le désenfumage. De plus, sur l'autorisation de travaux n°9744112200022 pour conformité de la mise en sécurité de l'établissement, la commission a émis un avis défavorable.

Le Rapporteur,



ADC Thierry PERTOU

Nota : *Ce document ne vaut pas avis de la commission de sécurité.*



**PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMISSION CONSULTATIVE
DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE
ET DE L'ACCESSIBILITE

PROCES-VERBAL

Sous-commission départementale
pour la sécurité contre les risques d'incendie
et de panique dans
les ERP et les IGH

Séance du : 26 avril 2024

Commission de sécurité de
l'arrondissement Nord

Dossier suivi par : ADC Thierry PERTOU

Téléphone : 02 62 80 14 05
Courriel : csa.nord@sd974.re

ETABLISSEMENT : RECTORAT ET INSPECTION ACADEMIQUE

OBJET : Réexamen de la situation administrative suite à la visite du 18/05/2021

TYPE : W DE 2^{ème} CATEGORIE

Avec des annexes : L N PS

ADRESSE : 24 Avenue Georges Brassens Zac Moufia

COMMUNE : Saint-Denis

La Commission de Sécurité a procédé à l'**examen du dossier** de l'établissement mentionné ci-dessus. Les membres de la commission émettent la conclusion suivante :

La commission a émis un avis Défavorable :

☒ **A la poursuite des activités**

☐ **A l'ouverture de l'établissement**

Compte tenu de :

*l'absence d'islement des locaux à risque et de
désenfumage (article 6028).*

Délai : *1 mois*

Infraction encourue :

Article 184-4 du Code de la construction et de l'Habitat

« Sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines plus fortes prévues notamment aux articles L. 480-2 à L. 480-9 du code de l'urbanisme et aux articles L. 183-2 à L. 183-10 du présent code, tout constructeur, propriétaire, exploitant d'un établissement soumis aux dispositions du présent titre qui contrevient aux dispositions des articles R. 143-21, 3e alinéa, R. 143-34 et R. 143-37, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe.

Est puni des mêmes peines tout constructeur, propriétaire, exploitant qui ouvre un établissement au public sans les visites de contrôle prévues à l'article R. 143-38, 2e alinéa, sans l'autorisation d'ouverture prévue à l'article R. 143-39. Dans ces deux cas, l'amende est appliquée autant de fois qu'il y a de journées d'ouverture sans visite d

La présidente de Séance,

Diree / Gerina

(Exemplaire destiné au Maire)